



## La « nouvelle stratégie » du Canada et la militarisation de l'Arctique

Par [Louis Girard](#)

Mondialisation.ca, 08 septembre 2010

[WSWS](#) 8 septembre 2010

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [L'ARCTIQUE](#)

Depuis qu'il a pris le pouvoir en 2006, le gouvernement du parti conservateur de Stephen Harper a fait de la défense des intérêts capitalistes canadiens dans l'Arctique une priorité. La visite récente de Harper dans cette région était la cinquième de son mandat.

L'élite dirigeante canadienne et les autres puissances qui possèdent un territoire dans l'Arctique voient la fonte de ses glaces, liée au réchauffement climatique, comme une occasion en or de faire d'immenses profits. Dans les dernières années, la compétition pour le contrôle des ressources lucratives de la région s'est accrue.

L'Arctique, qui recouvre 40 pour cent du territoire canadien, possède d'immenses ressources énergétiques rendues de plus en plus accessibles par la fonte des glaces. Il est évalué que l'Arctique possède l'équivalent de 90 milliards de barils de pétrole et 25 pour cent des réserves de pétrole et de gaz naturel qui n'ont pas encore été découvertes. La fonte des glaces pourrait aussi permettre d'ouvrir une nouvelle route maritime intercontinentale, le passage du Nord-Ouest, qui permettrait aux compagnies d'économiser des sommes importantes dans le transport de leurs marchandises et qui serait un atout géopolitique très important pour celui qui la contrôlerait.

La visite de Harper en Arctique a été une occasion pour son gouvernement de chercher un rapprochement avec les Etats-Unis afin de promouvoir les intérêts canadiens dans l'Arctique en opposition aux revendications russes sur la région.

C'est le message, déguisé en langage diplomatique, qu'on retrouve dans l'Énoncé de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique, publié quelques jours avant le départ du premier ministre pour le Grand Nord. Le gouvernement y annonce l'intention du Canada de « promouvoir une région arctique stable et régie par des règles où les droits des États souverains sont respectés conformément au droit international et aux principes de démocratie. » Dans une remarque visant la Russie, l'Énoncé identifie les Etats-Unis comme étant le « premier partenaire » du Canada dans l'Arctique.

Deux raisons principales expliquent ces attitudes opposées du Canada à l'égard de ces deux grandes puissances. Premièrement, on s'attend à ce que le Canada et la Russie présentent des conclusions conflictuelles à la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies en décembre 2013. Les différents Etats impliqués ont jusqu'à cette date pour présenter un mémoire sur le territoire marin leur appartenant. Selon la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, les Etats côtiers ont droit aux fonds marins qui sont le prolongement de leur plateau continental jusqu'à concurrence de 200 miles marins. Ils

peuvent avoir plus seulement s'ils sont capables de prouver que leur plateau continental s'étend au-delà de 200 miles marins. Le Canada et la Russie sont présentement en train de cartographier les fonds marins arctiques afin de revendiquer leur possession des fonds marins.

La deuxième raison, plus fondamentale, est que le Canada, en tant que puissance de second ordre, s'est toujours vu contraint de bâtir des alliances avec la grande puissance de l'époque, d'abord la Grande-Bretagne puis les Etats-Unis, afin d'obtenir sa part dans le contrôle des ressources et des marchés.

Étant donné que Washington a des conflits importants avec Moscou même 20 ans après la Guerre froide, la classe dirigeante canadienne voit dans son puissant voisin du sud, avec lequel elle entretient un partenariat économique et géopolitique de longue date, un allié vital pour l'aider à défendre ses intérêts dans l'Arctique dans le cadre d'une lutte commune contre Moscou. Le Canada voit aussi dans le Danemark et d'autres membres de l'OTAN, comme la Norvège, des alliés potentiels importants pour défendre ses intérêts dans l'Arctique.

De manière générale, les médias de la grande entreprise, qui jubilent devant les occasions de profit en Arctique, appuient cette orientation. Dans un éditorial, le *Globe and Mail* décrit la nouvelle politique du gouvernement comme « un mélange salutaire de pragmatisme et de principe, qui offre un réel espoir d'une présence canadienne plus vigoureuse en Arctique. »

Mais c'est une politique pleine de contradictions. On a beau lire dans l'Énoncé que le Canada « ne prévoit pas de contestation militaire dans l'Arctique », les immenses ressources en jeu poussent inévitablement les grandes et moyennes puissances rivales - les Etats-Unis, la Russie, le Canada, le Danemark, et la Norvège - à développer leurs présences militaires dans cette région.

En fait, des conflits importants opposent déjà le Canada à ceux qu'il considère comme des alliés. Les Etats-Unis n'ont jamais reconnu le contrôle du Canada sur le passage du Nord-Ouest et sont en désaccord avec lui sur la délimitation de la frontière dans la mer de Beaufort, une mer riche en hydrocarbures. Un conflit oppose aussi le Canada au Danemark concernant l'île de Hans, qui est stratégiquement située entre le Groenland (une possession du Danemark) et le Canada et qui se trouve au milieu d'un autre passage maritime potentiel, le détroit de Nares.

Un des buts importants de la visite de Harper en Arctique était de promouvoir l'opération Nanook, une opération militaire annuelle depuis 2007, qui est destinée à renforcer la souveraineté canadienne dans le Grand-Nord. Pour la première fois, le Canada a invité les Etats-Unis et le Danemark à se joindre à lui. Le Canada a envoyé environ 900 soldats pour participer à l'opération. Ils sont accompagnés par environ 600 soldats américains et danois. Harper a indiqué « qu'au fur et à mesure que croît l'importance stratégique de l'Arctique canadien, l'opération Nanook est plus précieuse que jamais. »

Ces exercices militaires sont manifestement dirigés contre la Russie. Le Ministre de la Défense, Peter Mackay a récemment dit que la Russie ne serait pas invitée dans de futurs exercices militaires. De plus, au même moment que Harper faisait sa tournée en Arctique, lui et son gouvernement ont encore fait des vagues à propos du fait que des avions militaires russes se soient approchés de l'espace aérien canadien. Harper en a profité pour

justifier l'achat par son gouvernement, quelques semaines plus tôt, de 65 nouveaux chasseurs furtifs, au coût de 16 milliards de dollars canadiens.

Dans les dernières années, le gouvernement Harper s'est régulièrement servi du vol d'avions militaires russes près du territoire canadien pour pointer du doigt les ambitions de la Russie dans l'Arctique, entrer dans les faveurs des Etats-Unis et générer un appui populaire pour la militarisation de l'Arctique.

Or, même les analystes militaires canadiens reconnaissent que les ambitions de la Russie dans l'Arctique sont à peu près les mêmes que celles du Canada. Un article du *Globe and Mail* écrit par Murray Brewster relate que lorsque ces analystes avaient étudié un premier document émis par Moscou en 2008 concernant sa politique de l'Arctique, ils en étaient venus à la conclusion que la stratégie du gouvernement russe était « remarquablement similaire à la stratégie nordique du Canada », cette stratégie étant d'appeler à la coopération avec les partenaires arctiques et en même temps de faire leurs propres déploiements militaires dans cette région.

De son côté, le Canada, dans les dernières années, a annoncé des milliards de dollars de dépenses dans l'Arctique afin de développer sa présence militaire et aussi de favoriser le développement économique. En effet, si la classe dirigeante veut exploiter et contrôler les ressources naturelles dans cette région aride et très peu peuplée, elle doit aussi développer les infrastructures économiques. Cela lui sert d'une part à favoriser le commerce et aussi à assurer un meilleur déploiement des forces militaires.

Dans l'Énoncé, le Canada fait état de ses efforts pour « faciliter les possibilités d'investissements et de commerce » dans cette région, notamment par « l'amélioration du transport aérien et maritime qui facilitera l'accès à travers les régions polaires ».

La dernière visite de Harper en Arctique a été une occasion d'annoncer d'autres investissements dans cette région : entre autres, la mise en place d'un centre d'entraînement des Forces canadiennes à Resolute Bay, un des villages les plus nordiques du pays et la mise en place d'installations de mouillage et de ravitaillement en eau profonde à Nanisivik afin de soutenir la Marine canadienne. En plus d'avoir déjà acheté des brise-glace de classe polaire, le gouvernement est en train de développer sa propre capacité pour construire un brise-glace. Selon une note d'information sur le site du premier ministre, ce serait « le plus grand et le plus puissant que le Canada ait jamais possédé ». Dans les dernières années, les autres puissances ont fait des investissements similaires en Arctique.

Un autre projet important que Harper a annoncé est l'investissement de près 500 millions de dollars pour le développement de satellites Radarsat qui seront déployés en 2015. En parlant de ces satellites, Harper a fait le lien entre les développements militaires dans l'Arctique et d'autres aventures militaires canadiennes : « De l'Afghanistan à l'Arctique, de la côte somalienne jusqu'aux plages de Nootka Sound [sur l'île de Vancouver où l'armée canadienne a récemment pris le contrôle d'un bateau chargé de réfugiés tamouls provenant du Sri Lanka], nous serons en mesure de voir ce que les méchants sont capables de faire. »

Malgré ses manœuvres diplomatiques, l'élite dirigeante canadienne sait très bien qu'elle devra continuer à développer sa présence militaire dans l'Arctique pour défendre ses intérêts. John Ibbitson, dans un article du *Globe and Mail*, reconnaît qu'avec la fonte des glaces en Arctique, « les compagnies d'exploration de pétrole salivent » et les conflits frontaliers doivent être réglés. Vu les immenses ressources en jeu, il se doit d'admettre

cependant que la diplomatie a ses limites et en vient à la conclusion que le meilleur moyen de défendre les intérêts du Canada dans l'Arctique est de développer et militariser cette région : « La meilleure façon d'affirmer sa souveraineté est de se trouver à la place que tu affirmes être à toi. »

Dans un autre article du *Globe and Mail*, Rob Huebert, qui est directeur associé au Centre d'études militaires et stratégiques de l'Université de Calgary, décrit les rapprochements militaires entre le Canada, les Etats-Unis, le Danemark et la Norvège et en vient à cette conclusion : « Pendant les 20 dernières années, aucun de ces quatre Etats n'a senti le besoin d'entraîner leurs forces militaires dans le Grand Nord. Pourtant, il y a maintenant un effort clair par les quatre pour avoir une capacité beaucoup plus puissante et coordonnée dans cette région. Ils peuvent bien dire à leurs citoyens que tout va bien dans l'Arctique, mais leurs actions suggèrent que ce n'est pas ce qu'ils croient. Une nouvelle ère de sécurité dans l'Arctique est en train d'émerger, peu importe que l'on veuille l'admettre ou non. »

Ces commentaires font écho aux propos de Harper, tout juste avant qu'il ne quitte pour l'Arctique : « Évidemment, nous cherchons toujours à travailler avec nos partenaires, mais à la fin, nous sommes là pour défendre et développer notre stratégie, ce qui inclut des investissements, dans le domaine militaire, mais aussi pour les autres piliers de notre stratégie. »

Ce que Harper se garde bien de dire, c'est que derrière ce travail diplomatique et militaire avec les « partenaires » du Canada, d'immenses intérêts entrent en collision. Les alliés de l'OTAN, ensemble ou non, ainsi que la Russie, prennent et vont prendre tous les moyens nécessaires pour arriver à leurs fins, au risque que les présentes tensions se transforment en conflit militaire ouvert.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Louis Girard](#), [WSWS](#), 2010

---

Articles Par : [Louis Girard](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)